

Réforme du lycée



**POSTES
SUPPRIMÉS
REFORME
SABOTÉE**

#ConstruireAvecNous
#AgirPourUneÉcoleDurable



Réforme du lycée



**POSTES
SUPPRIMÉS
REFORME
SABOTÉE**

#ConstruireAvecNous
#AgirPourUneÉcoleDurable



Réforme du bac et du lycée

Postes supprimés, réforme sabotée

Réduction du nombre d'épreuves terminales au bac, changements en matière d'évaluation et d'orientation au lycée : les objectifs annoncés de la réforme sont mis en danger par la politique systématique de suppressions de postes du gouvernement.

En exigeant des équipes pédagogiques qu'elles choisissent entre une large palette d'options et l'accompagnement des élèves, en ouvrant un nombre insuffisant de groupes de spécialités et en publiant des programmes rétrogrades et trop lourds, le gouvernement sabote sa propre réforme !

Enquête « Réforme du lycée et du bac » du SE-Unsa : les inquiétudes du terrain

Le SE-Unsa a interrogé les enseignants de lycée sur la prochaine rentrée.

D'après cette enquête, l'offre de spécialités et d'options n'a pas convaincu les acteurs de terrain (lire l'article) et les enseignants se

sentent mal préparés concernant les changements prévus pour la rentrée 2019 (lire l'article). Enfin, les collègues interrogés s'attendent à des conditions de travail dégradées tant pour les personnels que pour les élèves (lire l'article).

Une mise en oeuvre en décalage avec les objectifs annoncés de la réforme

Début février, le SE-Unsa appelait le gouvernement à prendre rapidement des mesures d'ajustement ou à reporter la réforme. Aujourd'hui, à quelques mois de la rentrée 2019, la tension est palpable dans les établissements. Pour les enseignants des lycées, la mise en route de la réforme s'annonce mal.

Le SE-Unsa alerte le gouvernement sur l'échec à venir de la réforme. Il est encore temps de reporter sa mise en oeuvre à la rentrée 2020 pour se donner les moyens et le temps d'apporter des réponses à tous les problèmes déjà identifiés.

Samedi 30 mars, le SE-Unsa appelle les personnels de l'Éducation nationale

à se rassembler et à manifester dans tous les départements pour exiger une politique éducative qui s'inscrive dans le long terme et se construise avec eux en reconnaissant leur engagement pour le Service public laïque d'éducation.

EN SAVOIR PLUS



Réforme du bac et du lycée

Postes supprimés, réforme sabotée

Réduction du nombre d'épreuves terminales au bac, changements en matière d'évaluation et d'orientation au lycée : les objectifs annoncés de la réforme sont mis en danger par la politique systématique de suppressions de postes du gouvernement.

En exigeant des équipes pédagogiques qu'elles choisissent entre une large palette d'options et l'accompagnement des élèves, en ouvrant un nombre insuffisant de groupes de spécialités et en publiant des programmes rétrogrades et trop lourds, le gouvernement sabote sa propre réforme !

Enquête « Réforme du lycée et du bac » du SE-Unsa : les inquiétudes du terrain

Le SE-Unsa a interrogé les enseignants de lycée sur la prochaine rentrée.

D'après cette enquête, l'offre de spécialités et d'options n'a pas convaincu les acteurs de terrain (lire l'article) et les enseignants se

sentent mal préparés concernant les changements prévus pour la rentrée 2019 (lire l'article). Enfin, les collègues interrogés s'attendent à des conditions de travail dégradées tant pour les personnels que pour les élèves (lire l'article).

Une mise en oeuvre en décalage avec les objectifs annoncés de la réforme

Début février, le SE-Unsa appelait le gouvernement à prendre rapidement des mesures d'ajustement ou à reporter la réforme. Aujourd'hui, à quelques mois de la rentrée 2019, la tension est palpable dans les établissements. Pour les enseignants des lycées, la mise en route de la réforme s'annonce mal.

Le SE-Unsa alerte le gouvernement sur l'échec à venir de la réforme. Il est encore temps de reporter sa mise en oeuvre à la rentrée 2020 pour se donner les moyens et le temps d'apporter des réponses à tous les problèmes déjà identifiés.

Samedi 30 mars, le SE-Unsa appelle les personnels de l'Éducation nationale

à se rassembler et à manifester dans tous les départements pour exiger une politique éducative qui s'inscrive dans le long terme et se construise avec eux en reconnaissant leur engagement pour le Service public laïque d'éducation.

EN SAVOIR PLUS

